

Le renseignement français

2013-2020

Quelques articles tirés du site
IntelligenceOnline.com

Sommaire

Agences de renseignement.....	4
Recrutement dans le domaine du renseignement interne - 26/06/2013.....	4
Coup de pouce technologique pour l'agence interne - 07/05/2014.....	4
La DGSE et la DGSI agrandissent leurs locaux - 12/11/2014.....	5
La DGSI s'oppose au plan de partage des renseignements - 27/05/2015.....	6
Le SCRT - 26/08/2015.....	6
La tension monte à propos des fiches "S" - 09/09/2015.....	6
Le ministère de l'Intérieur met en place ses réseaux - 04/11/2015.....	7
La DGSI forme des juges antiterroristes - 06/01/2016.....	8
La DGSI pourrait être bientôt sevrée de la NSA - 03/02/2016.....	8
Calvar règle ses comptes avec les partenaires européens - 02/03/2016.....	9
Le BRP - 18/05/2016.....	9
La DGSI manque d'outils de big data - 01/06/2016.....	10
La DGSI et la police s'équipent de caméras espions avec de l'argent européen - 04/10/2017.....	10
Les services de renseignement français joueront aux chaises musicales de l'immobilier en 2018 - 15/11/2017.....	11
La Sûreté de l'État met au jour les faiblesses du renseignement belge - 29/11/2017.....	12
Collomb officialise les relations entre la DGSI et l'OFPPRA - 16/05/2018.....	13
La gendarmerie tente de conserver son rôle de renseignement interne - 20/06/2018.....	14
Le GIC français étend sa présence à Paris - 17/10/2018.....	15
La DGSI et la Gendarmerie envisagent un renforcement de leurs outils cyber - 24/10/2018.....	16
La DGSI et le BKA se lancent dans le big data - 24/10/2018.....	17
Le nouveau siège de la DGSI à 450 millions d'euros - 07/11/2018.....	17
L'unité cyber de la SDAT entre en activité - 05/12/2018.....	18
La DGSI agrandit son site de Neuilly - 19/12/2018.....	18
La DGSI protège ses bastions - 09/01/2019.....	18
La cité du renseignement de la DGSI pourrait se trouver dans la proche banlieue parisienne - 20/02/2019.....	19
Le ministère de l'Intérieur va pister les cryptomonnaies - 05/06/2019.....	19
Le service de renseignement pénitentiaire veut créer sa propre école de formation - 26/06/2019.....	19

La police parisienne nettoie le fort de Bièvres avant l'ouverture du stand de tir - 18/09/2019.....	21
La DGSI se dépêche d'obtenir des logiciels d'espionnage - 16/10/2019.....	21
La DGSI avance avec sa cité de l'intelligence - 11/12/2019.....	22
Le ministère de la Justice ne tient pas compte des conseils de la CNCTR à propos des IMSI-catchers dans les prisons - 15/01/2020.....	22
Entreprises privées.....	23
Elektron, spécialiste de l'interception légale - 15/10/2009.....	23
La carte de crédit enregistreuse de Nagra - 10/11/2011.....	23
La police signe un accord de surveillance - 15/11/2012.....	24
Tracip exporte la police scientifique à la française - 04/06/2014.....	24
Vale contre Rio Tinto : Aeneas à la barre des témoins - 29/04/2015.....	25
Le ministère de l'Intérieur achète des outils numériques d'enquête - 27/05/2015.....	25
Les agences internes achètent des nano drones - 23/09/2015.....	26
La DGSI courtise Palantir - 26/10/2016.....	26
Blue Coat conclut un accord de chiffrement - 29/06/2016.....	27
Dataiku, entreprise française, cherche à rivaliser avec Palantir - 24/05/2017.....	28
La gendarmerie améliore ses outils cyber contre Telegram - 24/05/2017....	28
Le gouvernement français intervient pour réduire les coûts de la géolocalisation - 31/01/2018.....	29
Le ministère de l'Intérieur investit dans une balise GPS résistante au brouillage - 28/03/2018.....	30
Le ministre de l'Intérieur constate de nouveaux retards avec le PNIJ - 30/05/2018.....	31
Le ministère de l'Intérieur va ajouter l'exploration de données à la plateforme d'interceptions - 03/04/2019.....	32
Le ministère de la Justice surveille ses arrières avec un nouveau projet d'interception légale - 10/04/2019.....	32
Le ministère de la justice cherche une solution souveraine pour les interceptions - 22/05/2019.....	34

Les plans du ministère de l'Intérieur en matière d'exploration de données de nouveau à l'étude - 09/10/2019.....	35
Sur la liste noire des États-Unis, Hikvision, un favori du ministère français de l'Intérieur - 04/11/2019.....	36
Séché va décontaminer le site du nouveau champ de tir de la DGSI - 27/05/2020.....	37

Agences de renseignement

Recrutement dans le domaine du renseignement interne - 26/06/2013

La toute jeune Direction Générale de la Sécurité Intérieure (DGSI) va bénéficier d'une augmentation de 13% de ses effectifs au cours des trois prochaines années, contre 3 200 actuellement, a annoncé le ministère français de l'Intérieur la semaine dernière. Selon nos sources, 80 personnes seront recrutées en 2014, sur un total de 430 nouvelles recrues d'ici 2017. Plus de 60% des nouveaux arrivants, qui seront sous contrat avec le ministère, seront des analystes géopolitiques, des traducteurs et des linguistes, des juristes, des ingénieurs et des techniciens.

La transformation de la Direction Centrale du Renseignement Intérieur (DCRI) en DGSI, un plan sur lequel la direction du service de renseignement travaille depuis plusieurs années, facilite ce recrutement car l'agence ne relève plus de la Direction Générale de la Police Nationale (DGPN), et a donc le contrôle de ses propres politiques d'embauche. La réforme, demandée par des experts dont le préfet Remy Pautrat, anciennement de la DST, a été reprise par les groupes de travail mis en place par le président François Hollande avant son élection en mai 2012 (IOL 634).

Coup de pouce technologique pour l'agence interne - 07/05/2014

Le service technique de l'agence, qui était autrefois le parent pauvre des autres services, est en train de s'améliorer avec la transformation de la DCRI en Direction Générale de la Sécurité Intérieure (DGSI).

La DGSI, le nouveau service de renseignement interne français qui verra le jour le 12 mai, disposera d'un service technique à part entière, tout comme son homologue externe, la DGSE. Le ministère de l'Intérieur est en train de recruter un nouveau « numéro deux » du département qui travaillera sous la direction d'un chef technique de la DGSI, un poste qui n'existe pas encore dans la structure actuelle des effectifs.

Les missions techniques de la DCRI, en particulier la gestion du centre d'interception terrestre de Boullay Les Trous, au sud-ouest de Paris, sont actuellement sous la responsabilité de la division R du service, qui est également chargée des opérations de surveillance, de l'installation de micros cachés et de caméras vidéo.

Le passage de l'ancienne DCRI à la nouvelle DGSI impliquera également le renforcement de la division des systèmes d'information, qui gère les systèmes informatiques et les bases de données de l'agence de renseignement interne ainsi que la réalisation de missions de police scientifique numérique. Un chef de division et un chef de division adjoint sont actuellement en cours de recrutement, ainsi qu'une douzaine de techniciens supplémentaires, dont un superviseur des capteurs techniques et un responsable de la sécurité des systèmes d'information, qui pourraient être recrutés dans le secteur privé.

La DGSE et la DGSI agrandissent leurs locaux - 12/11/2014

Les services français de renseignement intérieur et extérieur vont occuper de nouveaux locaux pour faire face à l'augmentation des effectifs.

La DGSE est trop confinée dans son siège du Boulevard Mortier à Paris. Le service de renseignement dirigé par Bernard Bajolet prévoit de transférer certains de ses services au Fort de Noisy-le-Sec, à l'est de Paris. Jusqu'à présent, Noisy-le-Sec a essentiellement abrité le Service Action (SA) de la DGSE. La cantine du fort a déjà prévu de doubler le nombre de repas qu'elle sert. Le siège de la DGSE, déjà considéré comme trop petit pour le nombre d'agents qu'il emploie, ne pourra pas faire place à 800 nouvelles recrues. Mais Mortier restera la plaque tournante centrale du service et, bien que l'idée ait été évoquée à plusieurs reprises dans le passé, il n'y a actuellement aucun projet de déménagement de la DGSE dans sa totalité à Noisy.

Entre-temps, en 2015, la DGSI, le service de renseignement interne français, prendra également livraison d'un bâtiment destiné à accueillir une partie de ses 400 nouvelles recrues. Le bâtiment situé au Quai du Docteur Dervaux à Asnières-sur-Seine en banlieue parisienne prendra le trop-plein du siège principal de la DGSI à Levallois-Perret. Il est actuellement occupé par la Direction Générale de la Sécurité Civile et de la Gestion Civile (DGSCGC) et la Direction Centrale des CRS (DCCRS). Dans le projet de loi budgétaire 2015 actuellement débattu au Parlement, le gouvernement français se vante d'avoir obtenu une réduction de 28% sur le loyer, soit quelque 22 millions d'euros pour les neuf prochaines années. Le renouvellement du contrat de location permet également d'éviter une rénovation coûteuse. Les agents ont été prévenus : ils n'emménageront pas dans un nouvel immeuble rutilant.

La DGSI s'oppose au plan de partage des renseignements - 27/05/2015

Selon les informations obtenues par Intelligence Online, le service de renseignement interne français, la DGSI (Direction Générale de la Sécurité Intérieure) se trouve dans une impasse avec les services de renseignement américains, en particulier avec le FBI et la CIA. Les Français s'opposent à la mise en place d'un nouveau partenariat de traque des djihadistes qui impliquerait la mise en commun de renseignements provenant des deux côtés de l'Atlantique sur des listes de djihadistes ou de suspects djihadistes. La culture de la DGSI ne la prédispose pas à un partage massif et automatique de renseignements avec les États-Unis. Les services de renseignement américains, qui ont proposé le même arrangement à leurs homologues d'autres pays européens, ont fortement insisté pour une plus grande intégration des fichiers de renseignement avec les alliés des États-Unis, en particulier via le programme de traque du financement du terrorisme (Terrorist Finance Tracking Program, TFTP), depuis l'émergence de la menace djihadiste de l'État Islamique (IS).

Le SCRT - 26/08/2015

Le SCRT (Service Central de Renseignement Territorial), qui dépend de la Direction Centrale de la Sécurité Publique (DSCP), s'implique dans la lutte contre le terrorisme. Fin juillet, le service dirigé par Jérôme Leonnet a vu ses pouvoirs étendus par décret. Selon les critiques, le SCRT risque de marcher sur les plates-bandes d'autres agences françaises déjà engagées dans ce domaine, notamment la DGSI, le SDAT et l'UCLAT. L'élargissement de ses prérogatives devrait permettre à la SCRT d'accéder à une plus grande quantité de données, y compris les dossiers EASP (Enquêtes Administratives de Sécurité Publique).

La tension monte à propos des fiches "S" - 09/09/2015

La tension monte entre la DGSI, accusée de dissimulation d'informations, et d'autres services de la communauté française du renseignement.

La DGSI (Direction Générale de la Sécurité Intérieure), le service de renseignement interne français, reste réticente à l'idée de partager des informations avec la communauté française du renseignement au sens large, en particulier ses fiches "S" (sécurité nationale). Compte tenu de la menace accrue d'une attaque terroriste en France, un certain nombre d'autres

services de renseignement se sont plaints que la DGSI devrait être plus disposée à communiquer des informations qui pourraient s'avérer vitales. Comme l'a révélé Intelligence Online, un certain nombre de services de renseignement français n'ont découvert les noms des personnes soupçonnées d'avoir aidé les frères Kouachi à perpétrer leur attentat meurtrier au bureau de Charlie Hebdo que par l'intermédiaire des médias... ou grâce aux informations communiquées par leurs homologues américains (IOL 733).

La DRPP (Direction du Renseignement de la préfecture de police de Paris), le service de renseignement de la police française, la police judiciaire via la division antiterroriste SDAT et les services de renseignement du ministère des finances - la DNRED (Direction Nationale du Renseignement et des Enquêtes Douanières) et TRACFIN - expriment une inquiétude croissante depuis les attentats contre le journal satirique et le supermarché Hyper Casher en janvier. La DGSE, le service français de renseignement extérieur, est également concernée par la rétention d'informations de la DGSI, même si une unité de la DGSE est en fait basée au siège de la DGSI à Levallois-Perret, en banlieue parisienne (IOL 728).

Conscient du problème, le ministre de l'Intérieur Bernard Cazeneuve a créé au début de l'année la "super UCLAT", une unité de coordination anti-terroriste directement rattachée au ministère de l'Intérieur. Alexandre Jevakhoff a également été chargé de rédiger un rapport sur le sujet afin d'améliorer l'accès de chaque service aux dossiers des autres (IOL 741). Bien que les hauts responsables de la DGSI, dont le directeur Patrick Calvar, s'efforcent d'apporter des changements, les vieilles habitudes et attitudes opérationnelles ont la vie dure.

Le ministère de l'Intérieur met en place ses réseaux - 04/11/2015

Dans le cadre du déploiement du réseau interministériel sécurisé, la Direction Générale de la Sécurité Intérieure, la DGSI, va disposer de deux liaisons en fibre optique entre le centre de données de son siège à Levallois-Perret en banlieue parisienne et sa nouvelle annexe du quai du Docteur Dervaux à Asnières-sur-Seine, qui disposera ainsi d'une importante capacité de stockage sur site. La DGSI emménagera dans cette annexe au cours du quatrième trimestre 2015, en remplacement de la Direction Générale de la Sécurité Civile et de la Gestion des Crises, la DGSCGC (IOL 723). La DGSI a des exigences strictes. Elle veut une garantie de 99,99% sur la fiabilité du système, ce qui signifie pas plus de six minutes d'arrêt par an !

La DGSJ forme des juges antiterroristes - 06/01/2016

La relation entre les deux est généralement assez tendue, mais l'agence de renseignement interne français DGSJ a récemment commencé à envoyer des experts antiterroristes à l'École Nationale de la Magistrature (ENM) pour aider à former les futurs juges et procureurs sur le sujet. Le service organise également des sessions de formation régulières d'une semaine pour les magistrats qui exercent déjà. Le service de renseignement interne et le système judiciaire ont été critiqués pour ne pas avoir travaillé suffisamment étroitement ensemble après les attentats terroristes de Paris en novembre.

La DGSJ pourrait être bientôt sevrée de la NSA - 03/02/2016

Les directives présidentielles françaises sur le partage des renseignements signifient que le service de renseignement interne devra revoir ses relations avec l'agence de sécurité nationale américaine (National Security Agency, NSA).

Le Conseil national du renseignement français (CNR), présidé par le président François Hollande, a décidé le 13 janvier de renforcer le partage de renseignements antiterroristes entre les services de renseignement gouvernementaux. La DGSJ (Direction Générale de la Sécurité Intérieure) va avoir davantage accès au département technique, ou DT, du service de renseignement extérieur DGSE (Direction Générale de la Sécurité Extérieure), et plus particulièrement à ses services de renseignement et de cryptanalyse. La DGSE aidera également la DGSJ à développer ses propres outils techniques.

Si ces mesures se concrétisent, elles entraîneront un changement radical dans le fonctionnement du renseignement gouvernemental français. La DGSJ s'est longtemps tournée vers les États-Unis pour obtenir une assistance en matière d'interception, plutôt que de s'adresser au département technique de la DGSE, avec lequel elle a toujours eu des relations conflictuelles. Didier le Bret, coordinateur national du renseignement en France, a reconnu ce penchant pour le renseignement américain lors d'une audition devant la commission de la défense nationale et des forces armées du Parlement français en décembre, lorsqu'il a souligné que "les dossiers de la DGSJ sont alimentés quotidiennement par les services de renseignement américains".

Cela place la DGSJ dans une position de dépendance par rapport à l'agence nationale de sécurité américaine (NSA) et l'oblige à fournir des renseignements en échange, puisque tous les services de renseignement

attendent quelque chose en retour de ce qu'ils partagent. Le cadre juridique de ces échanges reste essentiellement informel.

Calvar règle ses comptes avec les partenaires européens - 02/03/2016

Patrick Calvar, le chef de la DGSI dont les remarques alarmantes sur les cellules djihadistes en Europe ont été largement rapportées dans la presse récemment, a défendu la coopération de l'agence française de renseignement interne avec d'autres services de renseignement européens dans un discours à la délégation parlementaire au renseignement (DPR) le 17 février. M. Calvar a soutenu que la DGSI était l'une des agences de renseignement européennes qui partageait le plus avec ses homologues, soulignant que quelque 8 000 fiches "S" sur des individus qui posent un risque pour la sécurité avaient été intégrés dans une base de données commune de Schengen, ce qui rendait l'agence "très populaire" auprès de ses partenaires européens du renseignement. Cependant, pour des raisons liées aux lois nationales, des pays comme l'Espagne et la Belgique ne partagent pas leur équivalent des fiches "S", ce qui signifie qu'il existe des lacunes dans le suivi des individus suspects. Et lorsqu'une attaque se produit, les services de renseignement français sont accusés de faire un mauvais travail. M. Calvar a déclaré que son service coopérait également plus étroitement avec le FSB et le SVR de Russie. Selon les estimations de la DGSI, "environ 7 à 8% des personnes souhaitant quitter la France pour la Syrie sont d'origine tchétchène", a déclaré M. Calvar, et certaines d'entre elles ont été directement impliquées dans des attentats planifiés.

Le BRP - 18/05/2016

Le BRP (Bureau du Renseignement Pénitentiaire), le service de renseignement pénitentiaire français, est considérablement renforcé dans le plan d'action du gouvernement contre la radicalisation et le terrorisme et conformément au projet de loi actuellement devant le Sénat renforçant la répression du crime organisé et du financement du terrorisme. Selon plusieurs sources bien informées, le BRP est en train d'être transformé en un satellite de la DGSI (Direction Générale de la Sécurité Intérieure), le service de renseignement interne français, dans les prisons. Le matériel et les agents mis à la disposition du système pénitentiaire proviendront presque tous du service de renseignement interne. Les lacunes du BRP ont été discutées avant les attentats de janvier 2015 (IOL 727, IOL 730).

La DGSi manque d'outils de big data - 01/06/2016

La plupart des effectifs de la DGSi travaillent à la lutte contre le terrorisme et le service de renseignement interne français cherche à améliorer ses capacités de traitement de l'information. L'expertise française ne fait apparemment pas partie de l'équation.

Après s'être adressé au parlement français le 10 mai, Patrick Calvar, le directeur de la DGSi (Direction Générale de la Sécurité Intérieure), a déclaré aux députés que le service n'avait pas trouvé de sous-traitant pour traiter ses grandes quantités de données. Des masses de données recueillies dans le cadre de la lutte antiterroriste - y compris le contenu des téléphones, des fichiers informatiques et des communications interceptées - n'ont pas été traitées aussi efficacement qu'elles auraient dû l'être, a déclaré M. Calvar, car la DGSi n'a pas trouvé de sous-traitant français disposant des outils de traitement et de visualisation adéquats.

La DGSi souhaiterait idéalement acquérir la technologie auprès d'une entreprise française, mais à ce jour, aucune solution adéquate n'a été trouvée car les entreprises ne sont pas assez grandes ou compétentes pour gérer la quantité de travail. Les ingénieurs du nouveau département technique de la DGSi reçoivent entre-temps l'aide de leurs collègues de la DGSE. Une petite équipe de techniciens du siège de la DGSE a même été envoyée pour aider à trouver des solutions temporaires et éviter que les deux agences ne fassent deux fois le même travail.

Les services de renseignements américains, en revanche, disposent de nombreuses et importantes capacités de traitement des données. Lors du salon GEOINT à Orlando, du 15 au 18 mai, plusieurs entreprises ont vanté les mérites des logiciels de traitement et de visualisation de données basés sur le retour d'expérience que les attentats terroristes du 13 novembre à Paris ont permis. Les gens qui ont vu la technologie disent qu'elle était très impressionnante.

La DGSi et la police s'équipent de caméras espions avec de l'argent européen - 04/10/2017

Après avoir passé l'année dernière une commande de 1,2 million d'euros pour des caméras espions pouvant être dissimulées dans les rétroviseurs et les sièges auto pour bébés (IOL 756), la direction des achats de sécurité intérieure du ministère français de l'Intérieur a passé une commande de 8,5 millions d'euros pour 2 695 autres caméras espions destinées à la DGSi, à la police et à la gendarmerie. Quelque 1 353 "caméras discrètes" seront

disponibles pour la "surveillance des contacts" - d'une cible dans un rayon de dix mètres. Quelque 275 d'entre elles seront installées dans des objets de la vie quotidienne tels que clés de voiture, téléphones intelligents, briquets, stylos, lunettes, paquets de mouchoirs, écouteurs, etc., tandis que 521 autres seront des caméras "pinhole" mesurant 12mm³. Les nouvelles caméras seront en partie financées par le Fonds européen pour la sécurité intérieure, qui a été augmenté en septembre.

Les services de renseignement français joueront aux chaises musicales de l'immobilier en 2018 - 15/11/2017

Grâce aux fonds supplémentaires injectés dans le renseignement français depuis 2015, il est prévu de réunir les agences françaises au sein d'une nouvelle "cité du renseignement".

Le ministère français de l'Intérieur et le Secrétariat Général de la Défense et de la Sécurité Nationale (SGDSN), qui est rattaché au cabinet du Premier ministre, vont commencer à agrandir leurs locaux parisiens en 2018 pour donner plus d'espace aux services de renseignement.

Le principal service de renseignement interne, la DGSI (Direction Générale de la Sécurité Intérieure) va emménager dans un troisième site à Neuilly-sur-Seine, en banlieue parisienne, où des travaux de rénovation d'un montant de quelque 15 millions d'euros sont prévus. En plus de son siège dans la banlieue voisine de Levallois-Perret, le service a gagné de nouveaux locaux en 2015 et a installé certains de ses agents dans un bâtiment à Asnières sur-Seine. La police anti-émeute française, les Compagnies Républicaines de Sécurité (CRS), et la Direction Générale de la Sécurité Civile et de la Gestion des Crises (DGSCGC), les anciens habitants de l'immeuble, ont rapidement déménagé pour faire place à la DGSI (IOL 723).

À terme, la DGSI a l'intention de regrouper l'ensemble de son personnel parisien sur un seul site, une "cité du renseignement", qui est actuellement à l'étude. D'ici 2022, d'autres services relevant du ministère français de l'Intérieur et actuellement situés dans l'immeuble Garance dans le 20^e arrondissement et dans l'immeuble Lumière dans le 12^e arrondissement pourraient également être déplacés vers la "cité du renseignement", qui devrait être construite près de la préfecture de Nanterre, plus éloignée de la ville. Le ministère de l'Intérieur ne veut également plus louer l'immeuble de la DGSI à Levallois-Perret.

Le Groupement Interministériel de Contrôle (GIC), qui est rattaché au SGDSN pour des raisons budgétaires, et qui est chargé des interceptions pour les services de renseignement depuis le sous-sol des Invalides à Paris, va

également augmenter la taille de son propre centre de données. En raison de ses prérogatives étendues dans le cadre de la loi sur le renseignement de 2015, le GIC aura un volume de travail plus important à gérer et devra prendre en charge les nouvelles techniques de collecte de renseignements et créer de nouveaux départements innovants à cet effet. Le GIC a continué à prendre ses distances par rapport à la DGSE, en termes de ressources humaines et de budget.

Comme le GIC, la Commission Nationale de Contrôle des Techniques de Renseignement (CNCTR) est également de plus en plus occupée en raison de la nouvelle loi sur le renseignement. Elle est sur le point de quitter l'hôtel de Broglie, rue Saint Dominique, sur la rive gauche de Paris. Mais elle n'emménagera pas avec les autres autorités administratives indépendantes comme la CNIL à Ségur-Fontenoy.

En attendant, si le rythme de recrutement de l'Agence Nationale de la Sécurité des Systèmes d'Information (ANSSI) va se ralentir en 2018, elle atteindra bientôt sa pleine capacité dans ses bureaux des Invalides et de la Tour Mercure. L'agence, qui devrait atteindre son effectif complet de 570 personnes en 2018, devrait déménager et étudie actuellement deux options : l'ouverture d'un troisième site ou le regroupement de l'ensemble de son personnel sur un seul site. L'ANSSI va également renforcer ses capacités informatiques avec la construction d'un nouveau centre de données sécurisé (IOL 792).

La Sûreté de l'État met au jour les faiblesses du renseignement belge - 29/11/2017

Le rapport annuel du Comité permanent R, récemment publié, apporte un éclairage nouveau sur certaines des critiques formulées par ses homologues européens à l'encontre des services de renseignement belges.

Le service de Sûreté de l'État belge (VSSE) est régulièrement critiqué par ses homologues des autres pays européens pour ne pas être à la hauteur de la lutte contre le terrorisme. La DGSI française, par exemple, se plaint depuis longtemps que le VSSE ne partage pas ses fiches "S" sur les terroristes présumés (IOL 754). En conséquence, pendant des années, les services de renseignement britanniques et autres présents en Belgique ont eu tendance à le mépriser ou à l'ignorer complètement dans le cadre de leurs activités (IOL 760).

Le rapport du Comité permanent R, qui supervise les services de renseignement belges, donne la version du VSSE. Selon ce document, le VSSE a longtemps essayé d'établir une coopération plus étroite avec ses partenaires

français, mais ces derniers n'ont pas répondu. Ce n'est qu'après les attentats terroristes de Paris que les Français ont finalement accepté d'accroître la coopération en matière de renseignement et de nommer des officiers de liaison permanents pour travailler directement aux côtés de leurs homologues en Belgique et vice versa.

Cependant, le rapport met en évidence les faiblesses du renseignement militaire belge, le SGRS (Service Général du Renseignement et de la Sécurité). Le SGRS et le VSSE ne travaillent pas du tout ensemble et aucun d'entre eux ne coopère avec la police belge. Comme cela a été le cas entre la DGSI et la DGSE en France pendant de nombreuses années (IOL 742), ils communiquent mieux avec leurs homologues étrangers qu'entre eux. 27 services partenaires ont participé à la chasse à l'agresseur parisien Salah Abdeslam. Dans la période entre les attentats de Paris et de Bruxelles, novembre 2015 et mars 2016, le SGRS n'a fourni que sept mémos au VSSE, essentiellement concernant des interceptions (SIGINT). De plus, le système de traitement des données du SGRS s'est avéré totalement inadéquat et n'a pas fourni aux enquêteurs les données qui existaient mais qui n'ont pu être localisées. Peut-être devraient-ils faire appel à Palantir (IOL 769)...

Malgré ces lacunes flagrantes, dans son rapport, la Commission permanente R exprime sa préoccupation quant au fait qu'il n'est pas prévu de recruter davantage de personnel pour le SIGINT. Le renseignement ne semble pas être une priorité pour le gouvernement belge. Le Comité permanent R, qui supervise les services de renseignement, a vu son budget réduit de 3,8 millions d'euros en 2016, soit une baisse de 2,48 % par rapport à l'année précédente et également par rapport à 2015. En 2017, son budget devrait encore baisser, malgré les responsabilités supplémentaires du comité en raison de la création de la base de données des combattants du terrorisme étranger (Foreign Terrorist Fighters, FTF) et de l'introduction de nouvelles "méthodes spéciales de renseignement" telles que l'utilisation des IMSI-catchers pour intercepter et recueillir des données à partir de téléphones mobiles.

Collomb officialise les relations entre la DGSI et l'OFPRA - 16/05/2018

Un projet de loi sur l'immigration et le droit d'asile qui sera examiné par le Sénat en juin formalisera les relations entre le service de renseignement intérieur, la DGSI, et l'Office Français de Protection des Réfugiés et Apatrides, l'OFPRA. L'article 4 du projet de loi, qui a été défendu en avril par le ministre de l'Intérieur Gérard Collomb, renforcera le partage d'informations entre les deux entités, qui était jusqu'à présent limité. L'OFPRA pourra demander à la

DGSI des enquêtes administratives et faire consulter certains fichiers, dont le FSPRT (Fichier des Signalements pour la Prévention de la Radicalisation à Caractère Terroriste) qui répertorie les personnes suspectées d'être impliquées dans la radicalisation à des fins terroristes. La collaboration entre l'OFPRA et la DGSI est ancienne, notamment en ce qui concerne le traitement des transfuges. Les agents de la DGSI sont également présents à l'étranger dans les points chauds pour les réfugiés, aux côtés des agents de l'OFPRA, pour vérifier le statut des demandeurs d'asile.

La gendarmerie tente de conserver son rôle de renseignement interne - 20/06/2018

Alors que la DGSI revoit sa présence territoriale et sa coordination avec le SCRT, la Gendarmerie peine à s'intégrer dans l'appareil de renseignement interne.

Lors d'une mission d'enquête parlementaire le 13 juin, de hauts responsables de la Gendarmerie nationale se sont plaints du manque d'interconnexion entre les dossiers des suspects, y compris les documents détenus à des fins de renseignement. Selon les sources d'Intelligence Online, la principale base de données du renseignement territorial français, le SCRT (Service Central du Renseignement Territorial) est géré indépendamment de la base de données beaucoup plus importante de la gendarmerie. Par conséquent, les nouvelles informations doivent être incorporées dans les deux ensembles de données existants, ce qui génère de multiples appels entre les responsables du renseignement.

Cette façon de faire plutôt tortueuse est symptomatique de la marginalisation plus profonde de la Gendarmerie dans le domaine du renseignement interne depuis le départ de son directeur général Denis Favier, qui est parti rejoindre le service de sécurité de Total en 2016 (IOL n°767). Favier, ancien commandant du GIGN et proche de l'ancien ministre de l'Intérieur Manuel Valls, avait auparavant veillé à ce que la Gendarmerie continue à jouer un rôle central dans le contexte de la menace terroriste. Si la division de planification opérationnelle de la gendarmerie, la SDAO (Sous Direction à l'Anticipation Opérationnelle) a été officiellement chargée de la prévention du terrorisme, son poids opérationnel reste très limité. L'unité de compte rendu, qui ne compte que 75 officiers, ne communique plus régulièrement avec le siège de la DGSI, centre névralgique de la lutte antiterroriste, situé à Levallois Perret en banlieue parisienne.

Les derniers gendarmes ont été retirés des organes de coordination, dont l'unité Allat, et plus récemment l'UCLAT (Unité de Coordination de la Lutte

Antiterroriste), lorsque Loic Garnier est parti soudainement au début de l'année (IOL n°802). La Gendarmerie s'est également isolée dans la phase judiciaire de la lutte contre le terrorisme depuis que le séparatisme basque et corse a cessé d'être au centre de ce travail.

Le SCRT reste le dernier bastion des gendarmes dans le domaine du renseignement intérieur, avec quelque 300 agents travaillant aux côtés de 2 400 policiers. Mais malgré la création en 2015 de quelque 73 antennes de renseignement territorial, appelées ART (Antenne de Renseignement Territorial), pilotées par la Direction Générale de la Gendarmerie Nationale (DGGN), le renseignement territorial tend à concentrer ses efforts dans les zones de police. Les missions du SCRT dans une zone donnée sont définies par les Directions Départementales de la Sécurité Publique (DDSP), qui ne sont pas dans des zones relevant de la responsabilité de la gendarmerie.

Alors que Laurent Nunez, le chef de la DGSI (Direction Générale de la Sécurité Intérieure), étudie le redéploiement des bureaux locaux d'intelligence territoriale (IOL n°804), la gendarmerie tente d'accroître sa propre visibilité afin de pouvoir également jouer un rôle plus important. Sous l'ancien chef de la DGSI, Patrick Calvar, un certain nombre de services locaux ont été restructurés. Nunez travaille actuellement sur une réforme globale qui impliquera un nouveau partage des tâches avec l'intelligence territoriale. Dans le cadre de ses efforts pour rester dans le jeu, la gendarmerie s'assure qu'elle continue à fournir une aide précieuse aux préfets, avec le SCRT, sur le suivi de la radicalisation.

Les pouvoirs des gendarmes et leur connaissance de la sécurité nationale sont également mis en avant dans leur rôle d'officiers de liaison. Les gendarmes détachés auprès de la Direction du Renseignement Militaire (DRM), de la DGSE et de l'Agence Nationale de la Sécurité des Systèmes d'Information (ANSSI) sont de plus en plus nombreux. Les fonctionnaires de la gendarmerie dominant massivement le Service des Technologies et des Systèmes d'Information de la sécurité intérieure, le ST(SI)², (Service des Technologies et des Systèmes d'Information de la Sécurité Intérieure)², où leur expertise numérique est très appréciée.

Le GIC français étend sa présence à Paris - 17/10/2018

Le GIC, qui effectue des interceptions gouvernementales sur le sol français, s'étend au-delà de son siège au sous-sol des Invalides.

Le GIC (Groupement Interministériel de Contrôle), un service qui dépend du cabinet du Premier ministre français et dont le budget est rattaché au Secrétariat Général à la Défense et à la Sécurité Nationale, le SGDSN, est sur

le point d'acquérir un nouveau bâtiment avant la fin de l'année. Ce bâtiment abritera un centre de données qui centralisera l'interception des communications pour le compte des services de renseignement français. Le GIC prendra également livraison de nouveaux équipements et logiciels, dont une plateforme de développement et de test pour la configuration des algorithmes de surveillance des métadonnées.

Le GIC, qui est dirigé par Pascal Chauve (IOL 752), s'est développé au cours des deux dernières années, ses effectifs devant passer de 150 personnes pendant la présidence de François Hollande à un objectif de plus de 250 personnes d'ici 2020. Les nouvelles recrues ne travailleront pas au siège du GIC, à l'hôtel des Invalides, qui abrite également le SGDSN et fournit quelque 2 000 mètres carrés de bureaux à l'Agence Nationale de Sécurité des Systèmes d'Information (ANSSI). Au lieu de cela, le nouveau personnel emménagera dans le nouveau bâtiment du GIC l'année prochaine, une fois que l'équipement nécessaire aura été installé.

Les effectifs et le matériel supplémentaires du GIC sont destinés à permettre au service de Paris et à ses antennes dans d'autres régions de France de répondre plus efficacement à un nombre croissant de demandes de surveillance. Depuis la publication de décrets en 2016 précisant les organismes pouvant ordonner des interceptions, le cercle de clients du GIC s'est élargi au-delà de la DGSE et de la DGSI et comprend maintenant des dizaines d'unités spéciales de police et de gendarmerie (IOL 794).

Les demandes de géolocalisation en temps réel ont fait un bond de 55% entre 2016 et 2017, tandis que les demandes de métadonnées de communication telles que les enregistrements de détails d'appels (CDR) ont augmenté de 23%. Pour répondre à la demande croissante, le GIC a déployé de nouveaux réseaux informatiques et a engagé du personnel supplémentaire pour assurer la liaison avec les services avec lesquels il traite ainsi qu'avec les entreprises de télécommunications, auxquelles on demande également de plus en plus souvent de fournir des données.

La DGSI et la Gendarmerie envisagent un renforcement de leurs outils cyber - 24/10/2018

Selon nos sources, l'agence de renseignement interne français, la DGSI, envisage d'acquérir des outils d'interception à distance en temps réel de type 3G et 4G. Un appel d'offres pourrait bientôt être lancé, et des consultations sont en cours pour trouver des prestataires français appropriés. Patrick Guyonneau, le chef du Département Technique de la DGSI, ou DT, est en charge de l'appel d'offres, de concert avec le nouveau département cyber de

la DGSi (IOL 814). En plus de se concentrer sur le Darknet (IOL 800), la Gendarmerie nationale envisage également d'acquérir des outils similaires dans un avenir proche.

La DGSi et le BKA se lancent dans le big data - 24/10/2018

Les services de renseignement interne allemand et français sont désireux de continuer à exploiter les masses de données dont ils disposent. Après avoir fait part de ses besoins à une commission parlementaire française, qui a publié un rapport sur le sujet le 18 octobre dernier, la DGSi (Direction Générale de la Sécurité Intérieure) devrait bientôt avoir accès aux fichiers nationaux sur la population carcérale. Ainsi, le service de renseignement interne n'aura plus à soumettre de demandes d'information au service de renseignement pénitentiaire, le BCRP (Bureau Central du Renseignement Pénitentiaire). La DGSi a passé des mois à essayer de faire lever les restrictions sur la consultation simultanée des dossiers, condition préalable à l'utilisation d'outils d'exploration de données tels que ceux fournis par Palantir (IOL 771).

Les enregistrements de reconnaissance faciale, que les services de renseignement allemands et français sont impatients de déployer à grande échelle sur de multiples bases de données, sont également étudiés par le service informatique du ministère français de l'Intérieur ST(SI)² (Service des Technologies et des Systèmes d'Information de la Sécurité Intérieure). Cette technique est déjà utilisée par la police criminelle allemande, le BKA, qui utilise un logiciel de Cogitech. Le gouvernement allemand a déclaré au Bundestag au début de ce mois qu'une nouvelle version du système serait fournie au BKA l'année prochaine. Paris et Berlin espèrent également bénéficier des efforts de la Commission européenne pour développer des données biométriques interopérables dans toute l'Union européenne (UE).

Le nouveau siège de la DGSi à 450 millions d'euros - 07/11/2018

Nommé officiellement lors d'une cérémonie qui, exceptionnellement, a été relayée par des caméras de télévision, flanqué pour l'occasion du ministre de l'Intérieur Christophe Castaner et du ministre d'État Laurent Nunez, Nicolas Lerner, le nouveau directeur de la DGSi, a une lourde tâche à accomplir pour faire de la "cité du renseignement" du service une réalité. Ce projet ambitieux vise à réunir l'ensemble du personnel de la DGSi sous un même toit. Le 25

octobre, Castaner a déclaré à la commission parlementaire que le ministère avait prévu 450 millions d'euros pour ce projet. Le site n'a pas encore été choisi. Les études de faisabilité ont été lancées à la fin de l'année dernière, comme l'a révélé Intelligence Online à l'époque (IOL 794).

L'unité cyber de la SDAT entre en activité - 05/12/2018

Le SDAT (Sous-Direction Anti-Terroriste), la division anti-terrorisme de la police judiciaire française, ou DCPJ (Direction Centrale de la Police Judiciaire) poursuit le développement de sa propre unité SIGINT. De plus en plus sollicitée, la BATCIAC (Brigade d'Assistance en Téléphonie, Cyber-Investigation et Analyse Criminelle) assiste le SDAT dans les quelque 200 affaires de terrorisme qu'il traite. Le service judiciaire travaille également avec le département cyber de la DGSJ (IOL 814, IOL 804) et, sur les capacités de décryptage, avec le Centre Technique d'Assistance (CTA, IOL 712).

La DGSJ agrandit son site de Neuilly - 19/12/2018

La DGSJ (Direction Générale de la Sécurité Intérieure), le service de renseignement interne français, attend une arrivée importante de nouveaux collaborateurs en 2019 et a créé de nouveaux bureaux pour eux sur son troisième site parisien dans la banlieue de Neuilly-sur-Seine (IOL 794). Le service dépense quelque 20 millions d'euros pour créer 400 nouveaux postes de travail et déplacer une partie du personnel depuis l'autre annexe de la DGSJ dans la banlieue d'Asnières-sur-Seine. À terme, tous ces employés seront transférés dans une "cité de l'intelligence" qui rassemblera tout le monde sous un même toit (IOL 817).

La DGSJ protège ses bastions - 09/01/2019

La DGSJ (Direction Générale de la Sécurité Intérieure), le service de renseignement interne français, a veillé à ce que deux installations discrètes qu'elle utilise en région parisienne soient dûment protégées. L'établissement d'une annexe à proximité du siège de la DGSJ, comme indiqué précédemment dans Intelligence Online (IOL 820, IOL 794), a été officialisé par un décret publié le 20 décembre. La DGSJ a également limité l'accès au fort désaffecté de Bièvres, dans l'Essonne, qu'elle utilise à des fins de formation.

La cité du renseignement de la DGSI pourrait se trouver dans la proche banlieue parisienne - 20/02/2019

Le service de renseignement interne français, la DGSI (Direction Générale de la Sécurité Intérieure) envisage de transférer l'ensemble de son personnel au Fort de Charenton, dans les Maisons Alfort, en banlieue parisienne. Ce site militaire de 10 hectares, qui abrite déjà le quartier général de la gendarmerie d'Île-de-France, pourrait accueillir le personnel actuellement réparti sur trois sites à Paris (IOL n°820). Le ministre de l'Intérieur Christophe Castaner a prévu quelque 450 millions d'euros pour un nouveau quartier général de la DGSI (IOL n°817).

Le ministère de l'Intérieur va pister les cryptomonnaies - 05/06/2019

Le 23 mai, le ministère français de l'Intérieur a lancé un appel d'offres pour une solution d'analyse des transactions cryptographiques de devises. Le logiciel équipera l'Office Central de Lutte Contre la Criminalité Liée aux Technologies de l'Information et de la Communication (OCLCTIC) et le centre de lutte contre les Criminalités Numériques (C3N). Il pourra également être utilisé par le service des douanes et le service de renseignement interne, la DGSI (Direction Générale de la Sécurité Intérieure). L'une des principales exigences est que le logiciel soit capable d'identifier les utilisateurs de cryptomonnaies en collectant des données centralisées à partir de plateformes de partage ou partagées avec des agences telles qu'Europol (IOL 809). Les enquêteurs veulent pouvoir retracer les transactions à partir d'une adresse IP, d'une adresse électronique ou d'une clé de chiffrement PGP. Le ministère de l'Intérieur veut concentrer sa surveillance sur quatre cryptomonnaies - Bitcoin, Litecoin, Ethereum et Tether.

Le service de renseignement pénitentiaire veut créer sa propre école de formation - 26/06/2019

Très sollicité pour son suivi des détenus radicalisés, le Service National du Renseignement Pénitentiaire (SNRP) souhaite que les personnels pénitentiaires contribuent à la tâche dès le premier jour de leur formation.

Le Service National du Renseignement Pénitentiaire (SNRP), dont le champ d'action a été étendu au niveau national le 15 juin dernier, s'apprête à créer une faculté de formation à la surveillance et à l'analyse au sein de l'École Nationale de l'Administration Pénitentiaire (ENAP). Cette unité de formation

sera utilisée, depuis son lieu protégé, pour aider les nouvelles recrues à accéder aux informations et outils classifiés utilisés par le service au cours de leur formation. Si l'objectif principal de la nouvelle faculté est de former les recrues qui seront réparties dans la douzaine d'unités interrégionales du SNRP, elle permettra également à l'ensemble du personnel pénitentiaire, des gardiens aux directeurs, de mieux connaître ses bases de données de renseignement. Le SNRP compte sur cette formation initiale pour améliorer la façon dont les prisons signalent et font remonter les incidents.

Collecte centralisée des données

Le SNRP, dirigé par la magistrate Charlotte Hemmerdinger, dépend désormais directement du directeur de l'administration pénitentiaire française Stéphane Bredin, et a également renforcé son contrôle sur la collecte de renseignements dans les prisons. Les délégués locaux du renseignement ne rendent plus compte aux directeurs de prison mais directement au SNRP. Les directeurs de prison, habitués à être directement alimentés en informations et à servir d'interface avec les services de renseignement du ministère de l'Intérieur, notamment la DGSJ et le SCRT, devront désormais se référer au SNRP. Cependant, ils seront toujours chargés d'ouvrir des enquêtes judiciaires sur les affaires les plus sensibles, ce qui permettra d'alléger les données recueillies par les services de renseignement des prisons.

Coopération technique avec Beauvau

Chargé de surveiller près de 2 500 détenus, dont plus de 500 ont été condamnés pour terrorisme islamiste, le SNRP se nourrit essentiellement d'informations provenant d'informateurs incarcérés, et a de plus en plus recours au renseignement technique avec l'aide du service d'interception du Premier ministre français, le GIC. Autorisée à mener des missions d'interception et à placer des micros, l'administration pénitentiaire s'appuie largement sur l'expertise du service technique de la DGSJ dans ce domaine.

La DGSJ, qui entend bien rester un échelon au-dessus du SNRP en matière de lutte antiterroriste, reste le principal consommateur des rapports de fin d'incarcération produits par le renseignement carcéral. L'agence de renseignement interne utilise ces rapports pour mener sa propre surveillance des individus signalés comme étant à haut risque. Les deux services partagent également de nombreux sélecteurs techniques utilisés pour intercepter les communications entre les suspects et leur entourage.

Imitateurs internationaux

Le renseignement carcéral est une question clé dans la plupart des pays européens confrontés à une menace djihadiste. Londres a pris le relais de

Paris en la matière en créant sa propre unité nationale de renseignement au sein des prisons. Israël, cependant, a été le premier pays à mettre en place ce type de service. La Belgique étudie actuellement l'idée d'utiliser un modèle similaire avec une unité qui prendrait la relève du personnel du service de Sûreté de l'État (VSSE) affecté dans toutes les prisons du pays.

La police parisienne nettoie le fort de Bièvres avant l'ouverture du stand de tir - 18/09/2019

La police de Paris doit nettoyer l'ancien fort de Bièvres, une banlieue de la capitale française, en vue de sa conversion en stand de tir. La nouvelle installation sera utilisée par le service de renseignement interne français, la DGSI (Direction Générale de la Sécurité Intérieure), et d'autres agences. La police a lancé un appel d'offres d'un montant estimé à 800 000 euros pour retirer les bouteilles de gaz toxique encore stockées sur le site, qui est proche du siège du RAID. Les nouvelles installations pourront accueillir 50 tireurs par jour.

La DGSI se dépêche d'obtenir des logiciels d'espionnage - 16/10/2019

Le service d'offensive cyber de la DGSI (Direction Générale de la Sécurité Intérieure), envisage de créer ses propres outils de veille numérique. Au début de ce mois, le STNCJ (Service Technique National de Captation Judiciaire) a lancé le recrutement de développeurs spécialisés dans l'intrusion des ordinateurs et des smartphones iOS et Android. La DGSI veut pouvoir insérer des portes dérobées dans les terminaux cibles et vérifier l'authenticité des données numériques qu'elle obtient (IOL 829). Thales a été contracté pour développer ces programmes mais il y a eu des retards en raison de problèmes de compatibilité avec les systèmes informatiques des ministères de l'Intérieur et de la Justice. La pression est forte car le STNCJ doit face à la masse toujours croissante de communications chiffrées qui suscite des préoccupations similaires à celles des services de renseignement d'autres pays européens (IOL 830).

La tâche des enquêteurs de la DGSI n'est pas facilitée par les nouvelles directives émises par son unité d'intelligence économique, ou département "K", qui a recommandé au début de l'année que les entreprises protègent systématiquement leurs communications sur Internet et chiffrent le contenu de leurs courriels à l'aide du logiciel libre PGP.

La DGSJ avance avec sa cité de l'intelligence - 11/12/2019

Le service de renseignement interne français, la DGSJ (Direction Générale de la Sécurité Intérieure), recrute un directeur de projet pour superviser la construction du siège centralisé du service. Cette installation, qui devrait être construite d'ici 2025, regroupera le personnel actuellement réparti sur trois sites, au siège principal du service à Levallois-Perret et dans deux annexes (IOL 820). Il avait été envisagé que le service reprenne l'ancien hôpital du Val de Grâce à Paris, aujourd'hui désaffecté, mais c'est l'ancien site du journal Le Parisien, dans la banlieue de Saint-Ouen, qui a été choisi.

Le ministère de la Justice ne tient pas compte des conseils de la CNCTR à propos des IMSI-catchers dans les prisons - 15/01/2020

Le Service National du Renseignement Pénitentiaire (SNRP), anciennement BCRP, doit étendre ses opérations, notamment celles liées aux interceptions, selon un décret publié au Journal Officiel le 30 décembre. En prenant cette décision, le ministère de la justice a ignoré l'avis de la CNCTR (Commission Nationale de Contrôle des Techniques de Renseignement), qui a réitéré qu'elle ne souhaitait pas que le SNRP déploie des IMSI-catchers pour intercepter les communications des prisonniers. La CNCTR avait déjà exprimé son inquiétude en 2017, affirmant que le SNRP manquait d'équipement et d'expertise nécessaires à la tâche et que la DGSJ (Direction Générale de la Sécurité Intérieure) pourrait installer les dispositifs à sa place. Mais le ministère de la Justice, suite à l'approbation du Conseil d'État, a néanmoins déployé des IMSI-catchers dans les prisons. Deux ans plus tard, la CNCTR, dans son avis, a constaté que son "analyse n'était pas incorrecte" à propos des IMSI-catchers mais le ministère n'a pas tenu compte de sa position.

L'utilisation d'IMSI-catchers dans les prisons présente des avantages limités, car les mouvements des détenus sont restreints et il peut y avoir trop d'écho dans les cellules des prisons. La CNCTR n'a pas mentionné la possibilité de surveiller les personnes qui ne sont pas des détenus, comme les visiteurs et les fournisseurs de la prison, ce qui a été proposé en mars dernier comme solution aux éventuelles évasions de prison. La DGSJ est chargée de surveiller les personnes libérées de prison et les agents pénitentiaires radicalisés. Le nouveau décret permettra également au service de renseignement pénitentiaire de suivre plus facilement les "violences collectives qui menacent l'ordre public".

Entreprises privées

Elektron, spécialiste de l'interception légale - 15/10/2009

La police française a utilisé du matériel de la société Elektron pour surveiller les conversations de certains protagonistes de l'affaire Clearstream.

Jusqu'au milieu des années 2000, les enquêteurs qui voulaient écouter une ligne téléphonique fixe ou mobile devaient faire installer une ligne temporaire par France Télécom, puis louer un enregistreur vocal dédié auprès d'une société spécialisée. Elektron a proposé aux autorités policières de remplacer le système par une infrastructure numérique permanente louée à l'année.

Disposant de son propre serveur numérique qui détourne les appels, Elektron peut commencer à écouter les conversations dès qu'elle obtient l'autorisation des autorités. Grâce au système numérique, il n'est plus nécessaire de s'asseoir dans une pièce avec des écouteurs. Ils peuvent surveiller les interceptions par ordinateur ou faire relayer les appels vers leurs téléphones portables. Un réseau privé virtuel (Virtual Private Network, VPN) permet également aux commissariats de province, ainsi qu'aux enquêteurs itinérants munis d'un ordinateur équipé d'une clé 3G, d'accéder au système.

La carte de crédit enregistreuse de Nagra - 10/11/2011

Conçu pour être utilisé par la police française, le tout dernier appareil d'enregistrement sonore de Nagra ressemble à une carte de crédit.

Les services du ministère de l'Intérieur français l'utilisent depuis deux ans, mais ce n'est que depuis quelques mois que l'enregistreur numérique CCR du fabricant suisse Nagra est disponible sur le marché gouvernemental. L'appareil miniature, destiné aux services de renseignement du gouvernement, est dissimulé dans une carte de crédit de taille standard 8,5cm x 5,4cm x 1,5mm qui pèse moins de 5g. Équipé d'un microphone en silicium, il est doté d'une batterie qui lui permet d'enregistrer en continu pendant onze heures et demie, et de 2Go de mémoire. Activé et désactivé par une simple pression du pouce, l'appareil peut être laissé sur une table ou porté autour du cou comme un badge d'identité.

Mondialement connu pour la fabrication de matériel d'enregistrement sonore utilisé par les cinéastes et les journalistes, Nagra fournit également des appareils d'enregistrement camouflés à la police et aux services de renseignement. Le conseil d'administration du fabricant comprend le vice-

président du groupe aéronautique Dassault Aviation, Laurent Dassault. Nagra garde cet aspect de son activité aussi discret que possible et ne distribue pas de copies de son catalogue de produits pour les services de sécurité. Le JBR, l'un des premiers enregistreurs Nagra destinés à être utilisés par les policiers en civil, a été conçu au début des années 1980 pour le FBI. Équipé de mini-cassettes spécialement conçues, le magnétophone ne mesurait que 4,5cm x 2,5cm.

La police signe un accord de surveillance - 15/11/2012

Les services spéciaux de la Police Nationale et de la Gendarmerie ont signé le 1er novembre un accord-cadre avec les fournisseurs d'"appareils discrets d'enregistrement et de surveillance" conformément au cahier des charges de l'appel d'offres. Le contrat porte sur la fourniture de microphones et de caméras cachées qui seront utilisés pour surveiller les terroristes et les figures du crime organisé. Six entreprises ont été sélectionnées. Il s'agit de LJM Tech Support, fondée par Alexandre Mourier, qui distribue des produits fabriqués par la société italienne BEA ; FGH Security, de Nathalie Gérard, qui distribue du matériel Spectronic ; Syans, société fondée il y a un an par Jérôme Souverain pour distribuer du matériel développé par la société britannique Covidence ; GTS Services, de Nicolas Jean ; Opto Vision, spécialiste des caméras vidéo cachées, fondée par Bernard Baroghel ; et General Security Service, d'Eric Joubert. Ces sociétés hautement spécialisées fournissent également la DCRI et la DGSE, les services de renseignement intérieur et extérieur français, ainsi que plusieurs unités des forces spéciales françaises (COS). Cependant, la police et la gendarmerie sont les premières à avoir signé un accord-cadre avec elles.

Tracip exporte la police scientifique à la française - 04/06/2014

Le spécialiste français de la police scientifique numérique Tracip amorce son développement international. Contractant de la police et de la justice françaises ainsi que de la Direction Générale de Sécurité Intérieure (DGSI, l'ancienne DCRI), la petite entreprise basée dans la ville de Nancy, dans l'est de la France, a récemment remporté son premier grand contrat à l'exportation. Comme l'a récemment révélé Maghreb Confidentiel, la publication sœur d'Intelligence Online, Tracip fournira à la Direction Générale de la Sécurité du Territoire (DGST) du Maroc un laboratoire clé en main et des kits d'enquête sur le terrain, permettant au service de renseignement d'examiner des ordinateurs, des téléphones portables, des clés USB et autres.

Dirigé par Philippe Joliot et son fils Clément, Tracip prospecte également des marchés comme le Mexique et le Kazakhstan. La technologie phare de Tracip est son laboratoire mobile de police scientifique numérique de pointe, Mobil'it, qui contient même une salle blanche.

Vale contre Rio Tinto : Aeneas à la barre des témoins - 29/04/2015

Aeneas, la société française de détectives privés et de sécurité privée dirigée par l'ancien officier du GIGN Laurent Le Quilliec, est la dernière entité en date à être mise sur la sellette à New York alors que le cabinet d'avocats Cleary Gottlieb Steen & Hamilton poursuit sa défense de l'entreprise brésilienne Vale. La société brésilienne et le groupe Beny Steinmetz Group Resources (BSGR), enregistré à Guernesey, sont poursuivis par Rio Tinto pour leur rôle dans un prétendu complot visant à voler les droits de Rio Tinto sur les énormes gisements de minerai de fer de Simandou, en Guinée. Lors d'une audience tenue fin mars, à la demande de Vale, le tribunal a adressé une demande d'entraide judiciaire internationale à la ministre française de la justice Christiane Taubira.

Tidiane Toure, un autre ancien officier du GIGN qui dirige Aeneas en Côte d'Ivoire, devra fournir aux avocats de Vale les détails des enquêtes menées par le cabinet pour Rio Tinto. Tous les documents relatifs à l'enquête menée par le cabinet pour le mastodonte minier entre avril 2010 et avril 2014 devront également être produits. Toure n'est pas le seul enquêteur de Rio Tinto qui devra se présenter à la barre des témoins. Mark Huband, de Livingstone & Co, Tara O'Connor, d'Africa Risk Consulting, et John Humphrey, de BTG Intelligence, devront également témoigner (IOL 733).

Aeneas, qui a tendance à garder un profil bas la plupart du temps, fournit également des services de sécurité privée. Elle est l'une des rares sociétés, avec LJM Tech Support, qui est officiellement agréée par le Secrétariat général de la défense et de la sécurité nationale (SGDSN), qui dépend du cabinet du Premier ministre français, pour mener des opérations de recherche de micros cachés.

Le ministère de l'Intérieur achète des outils numériques d'enquête - 27/05/2015

Le ministère français de l'Intérieur a récemment conclu un accord-cadre avec un groupe d'entreprises accréditées pour fournir des équipements de sécurité contre la cybercriminalité à ses services, notamment la police, la DGSI et la

DNRED (Direction Nationale du Renseignement et des Enquêtes Douanières), le service de renseignement des douanes. La petite entreprise Recoveo fournira aux différents services des systèmes informatiques et des PC pour l'analyse numérique dans le cadre d'un contrat de 3 millions d'euros, tandis qu'Eleexo fournira des systèmes d'extraction de données téléphoniques dans le cadre d'un contrat de 4 millions d'euros. Tracip, qui équipe déjà la Direction du Renseignement Militaire (DRM), équipera le ministère de l'Intérieur avec des logiciels d'enquête de police scientifique. Enfin, la société suédoise Micro-Systemation AD extraira les données des téléphones fixes. Tracfin, la cellule d'enquêtes financières du ministère français des finances, a quant à elle acquis le logiciel de text mining Luxid, développé par Temis.

Les agences internes achètent des nano drones - 23/09/2015

La DGSI, la police et la gendarmerie vont se partager deux nano drones d'observation Black Hornet, d'une valeur de 315 000 euros. Les appareils, qui sont construits par la société norvégienne Prox Dynamics AS, ont été vendus au ministère de l'Intérieur par SYANS, une petite entreprise de solutions de surveillance dirigée par Jérôme Souverain. Le Black Hornet est déjà utilisé par des unités de renseignement militaire britanniques et norvégiennes. En France, son premier utilisateur a été la Société Nationale des Chemins de Fer (SNCF).

La DGSI courtise Palantir - 26/10/2016

Le service de renseignement interne français, qui est complètement débordé par la lutte contre le terrorisme en France, s'est tourné vers le spécialiste américain de l'exploration de données pour obtenir de l'aide.

Une série de réunions ont eu lieu au siège de la DGSI (Direction Générale de la Sécurité Intérieure) à Levallois-Perret, en banlieue parisienne, entre les responsables du Département Technique, ou DT, et les cadres du géant américain du traitement des données de renseignement Palantir. La société dirigée par Alex Karp serait déjà en train de former les analystes de la DGSI à l'utilisation de ses outils en vue de devenir son fournisseur privilégié. Alors que beaucoup s'interrogent sur l'idée d'impliquer une société étrangère dans des affaires aussi proches de l'État français, il n'existe aucune société française suffisamment importante pour assumer cette tâche en termes de collecte de renseignements, d'exploration de données et de visualisation,

comme l'a conclu la DGSI après avoir récemment tenté d'en trouver une (IOL 760).

Le recours de la DGSI à Palantir intervient à un moment où elle est déjà très dépendante des informations fournies par les services de renseignement américains, la NSA en particulier (IOL 752). Ces derniers fournissent de nombreuses données au service français. L'implication de Palantir, qui travaille pour la NSA depuis plusieurs années, pourrait accroître les synergies entre les deux services américain et français s'ils finissent par utiliser le même logiciel.

Palantir prospecte le marché français depuis plus d'un an. Le groupe a créé une filiale française peu après les attentats de Charlie Hebdo en janvier 2015 (IOL 742). Karp a rencontré Patrick Calvar, le chef de la DGSI, lors de la conférence de Bilderberg quelques mois plus tard (IOL 737). In-Q-Tel, la branche d'investissement de la communauté du renseignement américain, est l'un des principaux actionnaires de Palantir. Peter Thiel, le fondateur de Paypal et un partisan inconditionnel du candidat républicain à la présidence Donald Trump, a également une participation dans la société.

Blue Coat conclut un accord de chiffrement - 29/06/2016

La société américaine de cryptoanalyse Blue Coat, réputée pour son travail en Syrie et en Birmanie, s'intéresse désormais au marché français. La société, qui a été rachetée début juin par le géant de la sécurité informatique Symantec, a récemment commencé à commercialiser ses outils d'interception gouvernementaux auprès de la DGSI, le service de renseignement intérieur français, et d'autres organismes gouvernementaux français.

Blue Coat a notamment vanté l'efficacité de ses outils anti-terroristes qui permettent de déchiffrer le contenu des principaux services de messagerie électronique et des applications de messages sécurisés SSL/TLS. La société a récemment relancé son service de surveillance SSL/TL pour le secteur privé en France. Les commerciaux de la société ont visité plusieurs groupes d'assurance en France et certains d'entre eux se sont montrés très intéressés par les produits de Blue Coat. La solution "SSL Visibility Appliance", basée sur une technologie acquise auprès de Netronome en 2013, offre aux entreprises un moyen de déchiffrer les flux SSL et TLS sur leurs réseaux pour des flux allant jusqu'à 9Go par seconde.

Le système centralise le déchiffrement pour permettre aux applications de sécurité compatibles d'analyser le trafic en temps réel. Les ingénieurs de l'entreprise promettent que leurs équipes réagiront rapidement pour contrer

les mises à jour de sécurité sur les principaux navigateurs et services web afin d'éviter les interruptions de service.

Dataiku, entreprise française, cherche à rivaliser avec Palantir - 24/05/2017

Spécialisée dans le traitement d'énormes quantités de données et les algorithmes prédictifs, la société française Dataiku se positionne de plus en plus pour rivaliser avec le géant américain Palantir pour les clients des institutions et des entreprises privées françaises. Son nouveau directeur business, Rémi Meunier, multiplie depuis quelques semaines les rencontres avec les institutions publiques. Il dispose d'un grand nombre d'excellentes relations qui lui permettent d'ouvrir facilement des portes. Auparavant, il a été conseiller juridique au sein du cabinet du président français sous Nicolas Sarkozy, puis directeur adjoint et conseiller politique de Nathalie Kosciusko-Morizet au conseil municipal de Paris. Elle a été ministre déléguée à l'économie numérique.

Fondée par un ancien dirigeant d'Exalead, Florian Douetteau, en 2013, Dataiku compte déjà des clients de renom en France tels que L'Oréal, AXA, Capgemini et Accor. Depuis une récente levée de fonds, elle est partiellement détenue par le fonds d'investissement américain FirstMark Capital, mais ses principaux actionnaires restent français.

Son rival Palantir, une start-up financée par Peter Thiel (voir ci-dessus) et In-Q-Tel (IOL 769), a déjà réussi à prendre pied dans la DGSI, comme l'a rapporté Intelligence Online (IOL 771). Mais Dataiku continue à recruter du personnel pour ses bureaux parisiens.

La gendarmerie améliore ses outils cyber contre Telegram - 24/05/2017

Deux rapports récents de la Gendarmerie nationale française montrent qu'elle s'est employée à développer des outils d'enquête de police scientifique. Un rapport intitulé "État de la menace liée aux technologies numériques en 2017", publié par la Délégation Ministérielle aux Industries de Sécurité et à la lutte contre les Cybermenaces (DMISC), révèle que le département d'électronique informatique de l'Institut de recherche criminelle de la gendarmerie a fourni son logiciel GendExtract à la DGSI, le service de renseignement intérieur français. Ce logiciel permet d'extraire et de traiter rapidement les données d'un ordinateur. Le rapport annuel révèle également que, avec le soutien d'entreprises privées, le département a également

développé un programme appelé Telegram Decoder, qui, comme son nom l'indique, peut déchiffrer les messages Telegram sur les téléphones portables.

La police française s'est également engagée dans la même voie. Avec l'aide d'entrepreneurs privés, la division de la cybercriminalité de la Police Nationale (PN) a récemment mis au point Darwin, un logiciel qui peut être placé dans une clé USB, branchée sur un ordinateur, et analyser son disque dur sans laisser de traces de son passage. Le ministère de l'Intérieur travaille principalement avec les sociétés Tracip, Recoveo et Elexo dans le domaine de la police scientifique (IOL 736).

Le gouvernement français intervient pour réduire les coûts de la géolocalisation - 31/01/2018

Grâce à l'utilisation de plus en plus répandue de l'interface HI-2, les autorités françaises réduisent le montant versé aux opérateurs et aux fournisseurs de services de géolocalisation.

À la mi-janvier, les redevances que les entreprises de télécommunications en France perçoivent pour les services de géolocalisation qu'elles fournissent au Groupement Interministériel de Contrôle (GIC), qui gère les interceptions pour le compte du cabinet du Premier ministre, ont été réduites de 20%. Elles ont également cessé de percevoir une redevance quotidienne des autorités françaises. Ce changement souligne une tendance sur le marché de la géolocalisation légale, provoquée par l'utilisation croissante de HI2 (Handover Interface Port 2).

Défini par une norme de l'Institut européen des normes de télécommunication (European Telecommunications Standards Institute, ETSI), ce canal de communication entre les opérateurs de communications électroniques et les forces de sécurité permet de transmettre en temps réel les méta-données interceptées, y compris les informations de géolocalisation. Cette technique offre plus de flexibilité aux opérateurs que les méthodes de géolocalisation précédentes, qui étaient basées sur de nombreuses demandes silencieuses ou "hits" envoyés à un téléphone mobile ciblé, incitant le téléphone à signaler sa présence. Elle présente également l'avantage de ne pas entraîner de coûts supplémentaires lorsqu'elle est réalisée dans le cadre d'une opération d'interception. Si la géolocalisation n'est pas encore intégrée dans la nouvelle plate-forme nationale d'interception de la police judiciaire française, le ministère de la justice pourrait être tenté de suivre l'exemple du GIC pour réduire ses dépenses en matière d'interceptions judiciaires (IOL 797). Parmi les entreprises extérieures travaillant pour la police judiciaire en attendant que la plateforme soit opérationnelle, seules celles qui sont qualifiées pour

effectuer des interceptions ont accès à HI-2. Deveryware, le leader français de la géolocalisation, n'y a pas accès et continue à fournir ses services grâce à la méthode des "hits", qui sera bientôt obsolète.

Deveryware

Paris. Fondée en 2003 par Jacques Salognon, la société Deveryware a connu un développement rapide sur le marché de la géolocalisation. Sous l'impulsion de Stéphane Schmoll, son directeur général adjoint de 2006 à 2017, Deveryware a établi de solides relations avec les députés et les sociétés de téléphonie mobile. Bien qu'elle ait eu un quasi-monopole dans ce domaine à ce jour, la position confortable de Deveryware sera remise en cause par la prochaine internalisation de la géolocalisation par la Plateforme Nationale des Interceptions Judiciaires (PNIJ).

Elektron

Neuilly-sur-Seine. Elektron, qui a été rachetée par Michel Besnier en 2003, est l'un des derniers pratiquants d'interception légales traditionnelles qui est resté actif depuis la création du PNIJ. Elle continue à fournir aux enquêteurs de la police française des interceptions individuelles, des interceptions de flux IP et des informations de géolocalisation via l'interface HI-2 depuis ses serveurs informatiques situés dans les bureaux de la DCPJ à Neuilly-sur-Seine, en banlieue parisienne.

Le ministère de l'Intérieur investit dans une balise GPS résistante au brouillage - 28/03/2018

Le ministère français de l'Intérieur a attribué un contrat record pour de nouvelles balises de géolocalisation au début du mois.

Contre-mesures

Après avoir soutenu le développement d'émetteurs miniatures ayant une plus grande autonomie et ne contenant pas de marqueurs pouvant compromettre leur sécurité (IOL 756), le ministère français de l'Intérieur cherche maintenant à résoudre le problème du brouillage. Les criminels ou les terroristes peuvent déployer des contre-mesures pour désactiver les signaux GPS et la transmission de données aux enquêteurs, le plus souvent via les réseaux GSM. La diffusion des brouilleurs s'est développée en France puisque que leur vente n'a été interdite qu'en 2012 et qu'ils sont faciles à construire.

Redondance

Pour contrer ce sabotage, trois entreprises françaises - Track Cars, Photospace et Point Core - ont obtenu un contrat d'un montant total de 1,5 million de dollars pour développer des balises qui résisteront au brouillage. Afin de garantir que la géolocalisation puisse être effectuée en toutes circonstances, les balises contiennent des émetteurs supplémentaires qui fonctionnent sur des fréquences différentes. La balise de géolocalisation de Photospace contient un émetteur radio à ondes longues qui peut prendre le relais si la transmission GSM est brouillée. Photospace est également connu pour ses balises Silex, dont certaines peuvent émettre un signal sur une période de plusieurs mois. Point Core, qui fournit la police de Paris, construit des balises qui peuvent transmettre des données via le réseau de communication par satellite Iridium. Cette solution facilite la localisation des suspects au niveau international sans l'intervention des opérateurs de télécommunications locaux. Une solution similaire est proposée par Track Cars and Stancom, qui a fourni le ministère de l'Intérieur en 2015.

Track Cars

Valbonne, Alpes Maritimes. Track Cars a formé l'unité de police antidrogue afghane en 2017. Fondée en 2007, la société, dirigée par Sébastien Salmi, fournit l'unité d'élite de la police parisienne BRI.

Photospace

Dammarié-les-Lys, Seine et Marne. La firme a mis au point ses balises dans le cadre d'un programme cofinancé par les ministères français de l'Intérieur et de la Défense. Dirigée par Antoine Guenin, elle fabrique également des caméras thermiques miniatures.

Point Core

Fontenay-sous-Bois, Val de Marne. Point Core réalise la balise Geopisteur. La société a été fondée en 2008 par Christian Falissard et Nicholas Bouquet, deux anciens ingénieurs d'Ipricot.

Le ministre de l'Intérieur constate de nouveaux retards avec le PNIJ - 30/05/2018

Le 22 mai, le ministre français de l'Intérieur, Gérard Collomb, a publié un décret créant un nouveau registre pour stocker les données de géolocalisation des téléphones portables obtenues par les enquêteurs. Le décret légalise la géolocalisation des suspects en temps réel par les services de police via des sociétés d'interception légale (LI) telles que Deveryware et Elektron (IOL

797). Pour l'instant, ces données ne sont toujours pas disponibles sur la plateforme nationale d'interception, ou PNIJ (Plateforme Nationale des Interceptions Judiciaires) exploitée par Thales.

Le ministère de l'Intérieur va ajouter l'exploration de données à la plate-forme d'interceptions - 03/04/2019

Le ministère français de l'Intérieur a lancé un appel d'offres le 29 mars pour équiper la Gendarmerie nationale d'un outil d'analyse en masse des données de la plateforme nationale des interceptions judiciaires, la PNIJ (Plateforme Nationale des Interceptions Judiciaires). Actuellement absentes de la plateforme, qui est alimentée par les données du ministère de la Justice, ces fonctions d'analyse ne devraient pas être ajoutées avant la prochaine itération de la plateforme, la PNIJ NG (PNIJ Nouvelle Génération) qui sera opérationnelle vers 2024 (IOL 797). Compte tenu de ce délai, le ministère de l'Intérieur a accepté un investissement qui a été reporté à plusieurs reprises auparavant, pour équiper 30 000 gendarmes. Alors que la DGSI a confié à Palantir (IOL 771) la tâche d'exploiter ses données, le ministère peut s'appuyer sur le logiciel Mercure d'Ockham Solutions, déjà utilisé par la police française. L'appel d'offres sera suivi de près par Thales, qui a récemment acquis Ercom et Amecs (IOL 822, IOL 814), ainsi que par les spécialistes de la géolocalisation Elektron et Deveryware.

Le ministère de la Justice surveille ses arrières avec un nouveau projet d'interception légale - 10/04/2019

Après les critiques qu'il a reçues concernant les lacunes de sa plate-forme nationale d'interception, le PNIJ, le ministère de la justice poursuit avec prudence la modernisation du système. L'ANTENJ (Agence Nationale des Techniques d'Enquêtes Numériques Judiciaires), agence nationale qui gère les interceptions judiciaires, a lancé une demande d'information le 4 avril dernier pour sonder l'industrie sur les équipements qui devraient remplacer le PNIJ d'ici 2024. Le SITENJ (Système d'Information des Techniques d'Enquêtes Numériques Judiciaires), la prochaine version du PNIJ, devrait contenir des fonctions très attendues par ses utilisateurs et être prêt pour le passage à la 5G.

Pour s'assurer que les paramètres de la nouvelle plate-forme répondent aux besoins, l'ANTENJ a élaboré un questionnaire d'une trentaine de pages pour sonder la capacité dont disposent déjà les sociétés d'interception. L'agence dirigée par Damien Martinelli veut éviter que ne se reproduisent les

nombreuses plaintes des industriels et de la police concernant le cahier des charges que Thales a établi sous contrat avec le ministère en 2010 (IOL 797).

L'objectif principal est d'améliorer la fiabilité de la collecte de données du nouveau système à partir des appels téléphoniques, des messages textuels et du trafic IP, ainsi que des méta-données telles que le temps et la géolocalisation, en permettant la transmission en temps réel des données des opérateurs via le protocole H12 (IOL 799). Un autre aspect important du programme de modernisation concerne l'intégration de fonctions d'exploration de données, notamment un système de cartographie et de visualisation à l'aide de graphiques de réseaux sociaux. Le PNIJ actuel ne peut pas assurer ces fonctions, de sorte que les services d'enquête doivent utiliser des logiciels prêts à l'emploi tels que le programme Mercure d'Ockham Solutions. Le contrat d'Ockham avec le ministère de l'Intérieur est actuellement en cours de prolongation (IOL 827). À l'avenir, les juges d'instruction et les bureaux de police judiciaire pourront également suivre les interceptions et la géolocalisation directement à partir d'un smartphone.

Ayant tiré les leçons de la première PNIJ, qui a été continuellement développée depuis son lancement en 2015, le ministère veillera également à ce que les solutions proposées soient modulables et puissent être connectées à d'autres systèmes ainsi que capables d'exporter leurs données. Selon nos sources, alors que l'ANTENJ continue à développer des améliorations du PNIJ avec Thales, qui est le seul contractant du programme, elle s'adresse également à des prestataires de services extérieurs pour résoudre des difficultés techniques telles que l'accès aux communications vocales sur LTE (VoLTE). L'agence a également conclu des accords informels avec des sociétés de services d'interception et de géolocalisation telles que Deveryware et Elektron, vers lesquelles elle continue de se tourner pour compléter sa plateforme centralisée (IOL 807d).

Bien que sa réputation ait souffert de la difficile naissance du PNIJ, Thales, qui possède désormais les spécialistes de l'interception Ercom et Amecs (IOL 822, IOL 821, IOL 814), met tout en œuvre pour remporter le prochain appel d'offres. Il en va de même pour la société française Nexa Technologies (anciennement Amesys), souvent partenaire d'Elektron, et qui fait maintenant partie de l'alliance industrielle de cyber-renseignement Intellexa (IOL 823).

Le ministère de la justice cherche une solution souveraine pour les interceptions - 22/05/2019

Pour éviter les problèmes qui ont affecté le PNIJ, sa première plateforme d'interception, le ministère français de la justice prépare un cahier des charges détaillé pour une sélection de candidats français triés sur le volet.

La période initiale de consultation du secteur s'achevant en juin (IOL 828), l'ANTENJ (Agence Nationale des Techniques d'Enquêtes Numériques Judiciaires), qui est rattachée au ministère de la justice, élabore un cahier des charges détaillé pour le système qui succédera à la PNIJ (Plateforme Nationale des Interceptions Judiciaires). Le document classifié ne sera envoyé qu'à une poignée de fournisseurs présélectionnés par l'agence dans le cadre d'un appel d'offres pour le futur SITENJ (Système d'Information des Techniques d'Enquêtes Numériques Judiciaires), dont le contrat devrait être attribué en 2020. L'ANTENJ a également étudié des solutions impliquant des fournisseurs étrangers tels que les italiens RCS et Innova. Mais l'habilitation de sécurité nécessaire pour participer à l'appel d'offres, ainsi que les relations que le contractant devra avoir avec le comité R226, qui autorise les solutions d'interception, font qu'une entreprise étrangère devra travailler avec un contractant français.

Selon nos sources, l'agence prévoit de baser le SITENJ sur une plateforme intégrant les fonctions essentielles de surveillance telles que l'interception des communications, la géolocalisation et la cartographie, comme le proposent à la fois le leader français Suneris Solution, filiale d'Ercom, qui a été racheté par Thales (IOL 822), et le duo Nexa Technologies et Elektron (IOL 823). Des modules technologiques complémentaires, notamment pour la gestion des sceaux numériques, pourraient être fournis par d'autres entreprises ou développés en interne. L'objectif est d'éviter de devoir dépendre d'un seul fournisseur, un problème qui a été signalé par les enquêteurs de la première version du PNIJ (IOL 797). Un autre changement majeur est que les données d'interception ne seront pas hébergées par le fournisseur. Thales stocke actuellement les données du PNIJ sur son site d'Élancourt en région parisienne, mais à l'avenir les données du PNIJ et du SITENJ seront stockées sur deux sites, l'un géré par le ministère de la justice et l'autre par le ministère de l'Intérieur.

Telegram et Whatsapp à l'étude

Les enquêteurs s'inquiètent du fait qu'un nombre croissant de leurs cibles abandonnent les appels téléphoniques et les messages texte au profit de services de messagerie instantanée cryptés tels que Telegram, WhatsApp et

Signal. La nouvelle plateforme d'interception du ministère de la justice, ou PNIJ, n'intégrera pas l'interception de ces communications.

L'ARCEP (Autorité de Régulation des Communications Électroniques et des Postes) et le SGDSN (Secrétariat Général à la Défense et à la Sécurité Nationale) ont étudié la possibilité de soumettre les services de messagerie OTT, ou over-the-top, fournis par des tiers aux mêmes obligations légales que les communications télécoms traditionnelles, mais l'ANTENJ préfère adopter une approche plus indirecte.

Le magistrat Damien Martinelli, directeur de l'agence, et Philippe Brandt, son adjoint, Ingénieur Général de la Défense (IGA), se sont associés au STNCJ (Service Technique National de Captation Judiciaire, IOL 829), qui est rattaché au département technique de la DGSI, le service de renseignement interne. Le service, qui déploie des "payloads" d'interception mobile, capturera les communications des services de messages chiffrés. Parallèlement, l'ANTENJ, en collaboration avec les opérateurs, se concentrera sur la collecte et l'analyse des métadonnées générées par ces applications.

Les plans du ministère de l'Intérieur en matière d'exploration de données de nouveau à l'étude - 09/10/2019

Le ministère français de l'Intérieur a récemment publié un appel d'offres révisé pour un logiciel d'exploration de données destiné à améliorer la Plateforme Nationale d'Interceptions Judiciaires, la PNIJ. Quelque 30 000 gendarmes, qui attendent avec impatience un nouveau système, vont devoir patienter.

Selon nos sources, aucun candidat approprié n'a été trouvé pour l'appel d'offres de la gendarmerie française pour la phase d'étude d'un système d'exploration de données à prix raisonnable, dans un processus mené par le Service des Technologies et des Systèmes d'Information de la Sécurité Intérieure (ST(SI)²). L'appel d'offres, lancé en avril, porte sur le développement d'un système d'exploration de données visant à améliorer l'exploitation des données détenues par la Plate-forme Nationale des Interceptions Judiciaires, la PNIJ (IOL 827). Pendant les mois d'été, le projet a été confié à une nouvelle équipe du ST(SI)² et un nouvel appel d'offres moins restrictif a été lancé début septembre.

Des spécifications ambitieuses

L'appel d'offres publié au début de l'année a été lancé auprès des principaux fournisseurs du secteur, dont Thales, Deveryware, Elektron et Ockham

Solutions. Les critères auxquels les entreprises soumissionnaires devaient répondre étaient particulièrement exigeants, avec plus de cent points à remplir pour pouvoir soumissionner. Le logiciel devait prendre en compte de nombreuses spécificités des systèmes informatiques des ministères de l'Intérieur et de la justice mais aussi être utilisable sur Linux, le système d'exploitation utilisé par la Gendarmerie.

Étant donné que l'appel d'offres ne prévoyait aucune possibilité de développer la technologie après l'attribution du contrat, les sociétés candidates devaient payer elles-mêmes la facture du développement avant de soumissionner et, à l'exception de la partie du contrat concernant la gendarmerie, il y avait peu de chances de vendre le matériel qu'elles avaient développé à d'autres clients à un stade ultérieur.

Sur la liste noire des États-Unis, Hikvision, un favori du ministère français de l'Intérieur - 04/11/2019

L'inscription du géant chinois de la surveillance et de la sécurité Hikvision sur la liste des sanctions du ministère américain du commerce le 7 octobre dernier pourrait paralyser les activités de l'entreprise en France.

Désormais sur la liste noire du ministère américain du commerce en raison d'accusations de violations des droits de l'homme dans la province chinoise du Xinjiang, les produits de vidéosurveillance Hikvision sont très répandus en Europe, notamment en France, où ils sont toujours vendus par des distributeurs locaux.

Hikvision, qui investit actuellement beaucoup en Chine dans les technologies d'apprentissage automatique et de reconnaissance faciale, est également le principal fournisseur du ministère français de l'Intérieur pour les caméras utilisées par la police et la gendarmerie. Le contrat de fourniture de 2,4 millions d'euros a été attribué à la société Allwan Security, basée à Angers, en 2018, mais les 10 400 caméras portables commandées n'étaient rien d'autre qu'une version personnalisée du modèle vedette de Hikvision, le MH-2211.

Le ministère de l'Intérieur a reconnu ce fait, en déclarant que tous les appels d'offres proposaient des caméras fabriquées en Chine... Les opérations françaises de Hikvision sont dirigées par le discret Hong He, tandis que Jean-Marie de Troy, ancien chef de projet en France pour le groupe de défense américain Honeywell, supervise les ventes.

Hikvision au Pentagone

Avec ces sanctions contre la firme chinoise, Washington tente d'empêcher la puissance asiatique de gagner encore du terrain dans le secteur de la

surveillance électronique et de l'intelligence artificielle. Mais l'Américain n'est pas à l'abri de contradictions : Hikvision a été discrètement engagée pour fournir 2 700 caméras de surveillance à l'armée américaine et aux bureaux du gouvernement. Pour l'instant, le gouvernement américain semble bien avoir l'intention de remplacer ces appareils coûteux.

Séché va décontaminer le site du nouveau champ de tir de la DGSI - 27/05/2020

La DGSI, le service de renseignement interne français, a chargé la société Tredi de décontaminer un ancien dépôt de munitions à Bièvres, en région parisienne, en retirant les bouteilles de gaz toxique, avant qu'il ne soit transformé en champ de tir pour le service (IOL 837). Filiale de Séché Environnement, Tredi a travaillé sur plusieurs opérations majeures de décontamination, dont l'opération de nettoyage après que les déchets toxiques du pétrolier Probo Koala affrété par Trafigura aient été déversés en Côte d'Ivoire en 2007.